

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Brésil

Une publication du SER de Brasília  
Semaine du 16 06 2025

### Résumé

#### Pix Automático : une nouvelle étape dans la révolution des paiements au Brésil

La Banque centrale du Brésil a lancé le *Pix Automático*, une nouvelle fonctionnalité permettant d'effectuer des prélèvements automatiques et des paiements récurrents sans accord préalable entre entreprise et banque. Cette innovation prolonge le succès du Pix, devenu en à peine cinq ans le principal moyen de paiement du pays.

#### Novo PAC : deux ans après, une mise en œuvre encore difficile

Relancé en 2023 comme pilier du troisième mandat de Lula, le programme Novo PAC vise à mobiliser jusqu'à 1 800 Md BRL d'investissements pour moderniser les infrastructures du pays et élargir l'accès aux services publics essentiels. Deux ans après son lancement, seuls 17 % des projets ont été réellement achevés, et les contraintes budgétaires récentes pèsent sur les ambitions de ce programme.

#### États et municipalités : des acteurs centraux du budget public brésilien

En 2024, les États et municipalités brésiliens ont représenté près de 46% des dépenses publiques, financées à la fois par des recettes fiscales propres et par d'importants transferts de l'Union. Ces transferts, en partie constitutionnels, jouent un rôle crucial dans la réduction des inégalités territoriales, bien que leur répartition reste source de déséquilibres et de tensions budgétaires.

#### LE CHIFFRE A RETENIR :

## +13%

Ce sont les nouvelles prévisions de hausse de la récolte de grains 2024/2025 - laissant présager un nouveau record de production (Source : Conab)

### Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+1.1%	+15.4%	138 595
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+0.1%	-29.5%	151
Taux de change USD/BRL	-0.6%	-11.0%	5.50
Taux de change €/BRL	-1.6%	-1.4%	6.32

Note : Données du mardi à 17h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

# Actualités macro-économiques & financières

## Pix Automático : une nouvelle étape dans la révolution des paiements au Brésil

**Le Pix Automático est entré en vigueur le 16 juin et promet de révolutionner le paiement des factures récurrentes au Brésil.** Lancée par la Banque centrale, cette nouvelle fonctionnalité permet aux consommateurs d'autoriser une seule fois un prélèvement automatique via Pix pour des dépenses régulières — telles que l'électricité, les abonnements ou les frais scolaires — sans passer par un accord direct entre la banque et l'entreprise, comme c'est le cas avec le système actuellement en vigueur au Brésil.

**Le système se distingue par sa simplicité, sa flexibilité et son inclusivité. Contrairement au traditionnel prélèvement automatique, le Pix Automático ne nécessite aucun partenariat préalable entre prestataire et établissement bancaire.** L'utilisateur peut définir un plafond de paiement, ajuster la fréquence des prélèvements, suivre ses autorisations et les révoquer à tout moment via l'application bancaire. Le service est gratuit pour les particuliers et opère 24h/24, même les week-ends.

**L'outil bénéficie aussi aux entreprises, notamment les petites structures souvent exclues du système classique. Celles-ci gagnent en autonomie, en efficacité de facturation, et en réduction du risque d'impayés.** Toute société active depuis au moins six mois peut proposer ce mode de règlement. La solution pourrait ainsi toucher jusqu'à 60 M de Brésiliens sans carte de crédit.

**La sécurité reste une priorité pour l'institution monétaire, notamment**

**face aux risques de fraude.** La Banque centrale impose un filtrage strict des entreprises partenaires, et prévoit pour 2026 une version améliorée du mécanisme de remboursement (MED 2.0), capable de tracer les fonds sur plusieurs comptes en cas d'escroquerie.

**Avec le Pix Automático, le Brésil renforce l'infrastructure de son système de paiement numérique, au bénéfice de l'inclusion financière et de l'efficacité.** Lancé en novembre 2020, le Pix s'est imposé en quelques années comme une véritable révolution, devenant le moyen de paiement le plus utilisé au Brésil, avec plus de 150 millions d'utilisateurs et des records quotidiens de transactions.

# Etude économique & financière

## Novo PAC : deux ans après, une mise en œuvre encore difficile

**À un peu plus d'un an de la présidentielle, le gouvernement cherche à redonner un second souffle au Novo PAC, relancé en 2023 comme l'un des principaux piliers du troisième mandat du président Lula.** Présenté comme un vaste programme d'investissements publics destiné à moderniser les infrastructures du pays, il doit améliorer l'accès de la population à des services essentiels dans des domaines prioritaires tels que la santé, l'éducation, le logement, la mobilité, la transition énergétique ou encore le numérique. Le PAC — pour Programme d'Accélération de la Croissance — n'est pas nouveau : sa première version remonte à 2007, au début du deuxième mandat de Lula, avec une deuxième édition lancée en 2010 sous Dilma Rousseff. Le Novo PAC constitue ainsi la

troisième itération de ce programme, conçu comme un levier de relance économique mais aussi comme une vitrine politique.

**L'ambition du programme est considérable : mobiliser jusqu'à 1 800 Md BRL d'investissements, dont 1 300 Md d'ici 2026, le reste étant prévu pour des projets au-delà de cette échéance.**

Ces montants regroupent à la fois des fonds publics, des investissements privés, des financements d'entreprises d'État (BNDES, Banco do Brasil, Caixa) et des dotations budgétaires. En deux ans, le gouvernement affirme avoir engagé 711 Md BRL, soit moins de 55% du total prévu.

**Mais derrière ces chiffres globaux, la réalité de l'exécution reste bien en deçà des annonces. Sur les 22 995 projets répertoriés par la Casa Civil à la fin de l'année 2024, près de la moitié (48,6%) sont encore en phase préparatoire — c'est-à-dire en études, contractualisation ou démarches de licence environnementale.** Environ 12,3% sont en phase d'appels d'offre, 22,4% en cours d'exécution, et seulement 16,6% ont été effectivement livrés, selon les données reprises par Exame et issues du système officiel du programme. Moins de 10% des projets présentent aujourd'hui un taux d'avancement supérieur à 50%, ce qui souligne l'écart persistant entre les annonces et la concrétisation sur le terrain.

**Face aux lenteurs observées et à la complexité administrative, l'exécutif mise désormais sur des projets plus modestes et visibles — comme des centres de santé, des crèches, des logements sociaux ou des ambulances — portés en grande partie par le volet décentralisé du programme, le PAC Seleções.** Ces initiatives, bien que moins structurantes que les grandes infrastructures initialement annoncées (ports, autoroutes, lignes ferroviaires), permettent des inaugurations rapides.

**Le programme souffre aussi d'un contexte budgétaire contraint. Lors de la révision budgétaire trimestrielle annoncée début juin 2025, le**

**gouvernement a gelé 7,6 Md BRL de crédits affectés au PAC,** dans le cadre d'un ajustement global de 31,3 Md BRL sur les dépenses discrétionnaires. Cette mesure vise à contenir le déficit public et à maintenir la trajectoire fixée par l'équipe économique, qui prévoit un déficit primaire nul en 2025. Les marges de manœuvre s'en trouvent réduites, alors même que l'enjeu politique du programme devient central. À ce stade, le PAC reste un outil ambitieux dans son cadrage, mais encore limité dans sa portée réelle.

## États et municipalités : des acteurs centraux du budget public brésilien

**En 2024, les dépenses des gouvernements locaux (États et municipalités) ont totalisé 2 580 Md BRL, soit environ 22% du PIB, contre 2 866 Md BRL de recettes totales (avant transferts vers les entités subnationales) pour le gouvernement fédéral (24,5% du PIB).** Outre les impôts collectés directement - qui représentent 61,9% des recettes des États, les transferts intergouvernementaux constituent une source majeure de financement : ils couvrent 22,8% des recettes des États et jusqu'à 67,1% de celles des municipalités, dont la faible autonomie fiscale est compensée par des transferts de l'Union et des États.

**Une autonomie fiscale variable entre États et municipalités. Les États, notamment les plus riches, financent une part importante de leur budget à partir de leurs propres recettes fiscales,** conformément à la répartition des compétences fiscales fixée par la Constitution brésilienne. Leur principale source de revenus est l'ICMS (taxe sur la circulation des biens et services), qui a généré 805 Md BRL en 2024. Un quart de cette taxe est reversé aux municipalités, selon des critères

propres à chaque État. L'IPVA (taxe sur les véhicules), deuxième recette des États (84 Md BRL), est partagé à parts égales avec les municipalités selon le lieu d'immatriculation des véhicules.

**Les municipalités, quant à elles, disposent de peu de marges de manœuvre fiscales : en 2024, elles ont collecté 253 Md BRL d'impôts, soit seulement 19,7% de leurs recettes totales.** La réforme fiscale en cours, qui vise à fusionner plusieurs impôts indirects en une TVA nationale, pourrait modifier en profondeur la répartition des recettes entre les différents niveaux de gouvernement.

**Les transferts - pilier de l'équilibre budgétaire local.** Les transferts de l'Union vers les entités subnationales ont atteint 595,7 Md BRL en 2024. Ils constituent la deuxième source de financement des États et la principale pour les municipalités. Environ 70% de ces transferts sont obligatoires ou prévus par la loi (fonds de participation, éducation, royalties), tandis que 30% relèvent de transferts discrétionnaires.

**Les principaux transferts obligatoires comprennent :**

- FPM (Fonds de participation des municipalités): 177 Md BRL
- FPE (Fonds de participation des États): 150 Md BRL
- FUNDEB (Fonds pour l'éducation de base): 122 Md BRL
- Royalties (pétrole, gaz, mines): 69 Md BRL

**D'autres transferts plus ciblés, comme l'IPI-Exportação, jouent également un rôle non négligeable dans certains États industriels, notamment São Paulo et Rio de Janeiro,** mais restent marginaux à l'échelle nationale. Ce mécanisme permet de compenser, sous forme de transferts, les pertes fiscales liées à l'exonération de l'impôt sur les produits industrialisés (IPI) lors des exportations.

**Une logique redistributive entre territoires.** Le FPM et le FPE sont les principaux instruments de péréquation régionale. Le FPM et le FPE sont financés par une part fixe des recettes fédérales

issues de l'IR (impôt sur les revenus) et de l'IPI (impôt sur la production industrielle): 25,5% de ces recettes sont alloués au FPM et 21,5% au FPE. Leur répartition est encadrée par le Tribunal de comptes de l'Union (TCU), selon des critères de population et de revenu par tête.

**Le FPM est ventilé en trois sous-fonds : capitales fédérales (10%), villes de l'intérieur (86,4%), et un fonds de réserve pour les grandes communes.** Sa distribution tend à avantager les zones urbaines denses. Le FPE, plus redistributif, est particulièrement crucial pour les États les plus pauvres : il représente jusqu'à 50% du budget du Maranhão, contre à peine 10% pour São Paulo ou Rio.

**Les royalties versées aux territoires producteurs ou impactés par l'exploitation des ressources naturelles** – bien que ces ressources appartiennent à l'Union – représentent une source stratégique de financement, notamment pour les communes littorales ou traversées par des infrastructures énergétiques.

**Les transferts discrétionnaires et leur usage politique.** Les transferts volontaires, notamment ceux issus des amendements parlementaires, constituent un vecteur d'allocation de ressources à caractère plus politique. En 2024, ils ont représenté 53 Md BRL, incluant des mécanismes controversés comme les amendements dits "Pix", qui permettent des transferts directs avec peu de transparence. Souvent utilisés à des fins électorales, ces fonds sont régulièrement critiqués pour leur opacité et leur efficacité limitée.

\* \* \*

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier) et Antoine Smeekaert (Stagiaire).

Abonnez-vous : [celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr](mailto:celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr)